

B E Y O Ğ L U

DIRECT.: Beyoglu, Istanbul, Palace, Impasse Olivo — Tél. 41892
 REDACTION: Galata, Eski Banka Sokak, Sen Piyer Han 2 ci kat
 Tél. 49266

Pour la publicité s'adresser exclusivement
 à la Maison
KEMAL SALIH-HOFFER-SAMANON-BOULI
 Istanbul, Sirkeci, Agirefendi Cad. Kahraman Zade H. Tél. 20094-95

Directeur-Propriétaire: G. Primi

QUOTIDIEN POLITIQUE ET FINANCIER DU SOIR

C'est à Genève que le Dr. Aras a pris connaissance de la dernière proposition de la France

Le cabinet a tenu hier nuit une importante réunion

La situation ne sera complètement éclaircie que dans un ou deux jours

M. Ahmet Emin Yalman téléphone d'Ankara au Tan :

Ankara, 19. — La France a remis sa dernière proposition au sujet du Hatay, le lundi soir, entre 18 et 19 heures (heure de Paris), à notre ambassadeur, M. Suat Davaz. Cette proposition fut transmise immédiatement par l'entremise d'un envoyé spécial, à Genève, et c'est là qu'il prit connaissance de la proposition française. La transmission de la proposition en français de la proposition subit du retard et ce n'est qu'aujourd'hui, dans l'après-midi, qu'Ankara en eut connaissance.

Au cours de la réunion d'aujourd'hui du groupe du Parti, le ministre intermédiaire des affaires étrangères, M. Sukri Saracoglu, se contenta de déclarer qu'il n'y avait, pour le moment, rien à dire au sujet de la question du Hatay.

Après la réunion du Parti, les ministres se réunirent et tinrent un long conseil. Les délibérations roulèrent sur la situation du Hatay. Après une courte pause, le conseil se réunissait à nouveau à la villa du président du conseil et il y eut à ce moment, de longues conversations téléphoniques avec Istanbul et Genève. Les ministres étaient en délibérations jusqu'après minuit.

Après minuit, un ministre qui quittait la salle des délibérations, déclara que, pour l'instant, la situation n'est pas encore définie, et qu'il n'y a donc rien à dire ni à écrire à ce sujet ; mais qu'il se peut que la situation soit précisée aujourd'hui ou demain. Tout ce que l'on pourrait donc dire sur cette question, qui fit l'objet de pourparlers animés et de minutieux examens, ne pourrait être que des suppositions. Il importe, en conséquence, d'attendre l'issue des négociations engagées à Genève avant la session du conseil ainsi que les échanges de vues qui ont lieu entre Paris et Ankara à la suite de ces mêmes négociations.

La décision qu'a prise l'Angleterre de jouer un rôle actif afin de dissiper la tension qui règne entre les deux pays, à l'amitié desquels elle attache une égale importance, aura sans nul doute, une répercussion sur le développement de la situation. Nos délégués entrèrent en pourparlers hier soir avec les Français à Genève. Les pourparlers seront poursuivis activement aujourd'hui aussi.

La prochaine session du conseil étant fixée à jeudi, on s'efforce des deux côtés d'arriver à une solution avant cette date.

Le conseil se trouvera-t-il en présence d'une question aplaniée ou d'un noeud gordien ? On ne le saura que demain ou après demain.

Ahmed Emin Yalman

Le Tan publie, d'autre part, les communications ci-après :

Londres, 19. — Les espoirs se renforcent de voir aboutir les négociations engagées entre délégués français et turcs, avant la session de la S. D. N.

En conséquence, il est fort probable que la question du Hatay soit discutée à la S. D. N. dans une atmosphère sereine.

Genève, 19. — Notre ministre des affaires étrangères, M. Tefik Rüstü Aras, ainsi que le ministre des affaires étrangères français, M. Delbos, sont arrivés ici. Les délibérations du conseil ont commencé. La question du Hatay sera portée à l'ordre du jour du conseil après demain et il se pourrait qu'elle fasse l'objet de débats animés. L'on souhaite et l'on espère que la question turque sera heureusement solutionnée en tant que nouveau facteur de paix.

Des rumeurs vides

Ankara, 19. A. A. — Certains journaux et organes étrangers commencent à répandre la nouvelle qu'après Iskenderun et Antakya, la Turquie commencera à revendiquer des droits sur Haleb et Mossoul. L'Agence Anatolie dément catégoriquement ces nouvelles qui n'ont pour but que de diviser Turcs et Arabes et de rendre plus difficile la solution de la question du « sancak ».

« Odeur de poudre »

Haleb, 19. — Un général français venu de Damas, accompagné d'une mission militaire, entreprend chaque jour des tournées, dans la direction Nord-Ouest. Les Arméniens Tachnak, les Turcs et Arabes sont dirigés sur Afrine.

Ces forces armées ont campé sur les rives du fleuve Afrine. Il y a en ville, une odeur de poudre.

M. De Martel

Adana, 19. — D'après des nouvelles du « sancak », il est probable que le haut-commissaire français, M. De Martel, parte aujourd'hui même pour Paris.

Les bases du projet de M. Blum

Autonomie administrative et culturelle, démilitarisation et utilisation du port d'Iskenderun par la Turquie

Suivant les dernières informations de Paris, M. Blum, dans le texte de la consultation qu'il a remis à M. Delbos et à M. Suat Davaz, écarterait le côté purement juridique de la question pour se placer sur le terrain politique. Le président du conseil français aurait acquis la conviction que le problème du « sancak » est susceptible de recevoir une solution sur la base offerte par l'accord d'Ankara. Toutefois, seule la S. D. N. pourrait se charger de cette tâche et il y aurait lieu de nommer, en attendant, un haut-commissaire à Iskenderun.

Les Turcs d'Iskenderun, Antakya et leurs dépendances jouiront d'une auto-

Le congrès de Montreux pour l'abolition des capitulations en Egypte

Alexandrie, 19. — On confirme que le congrès des puissances intéressées à la solution de la question des capitulations se réunira à Montreux, le douze avril. Dans une note aux puissances, le gouvernement égyptien soutient l'abrogation des capitulations et déclare qu'il ne prendra pas de mesures établissant une discrimination entre Egyptiens et étrangers.

M. et Mme Goering à Capri

Capri, 19. — Le président du conseil prussien et Mme Goering sont arrivés hier au soir par le contre-torpilleur Aquilone. Ils ont été reçus par les autorités et la population qui leur a réservé un accueil très cordial. Dans la soirée, à eu lieu un dîner intime auquel ont participé les autorités locales.

Berlin, 20. — Dès son arrivée à Capri, le ministre Goering a adressé un télégramme à MM. Mussolini et Ciano pour les remercier de l'accueil si cordial et si impressionnant qu'il a reçu tant à Naples qu'à Capri. Il ajoute que ces manifestations auront un écho profond et sympathique en Allemagne.

Naples, 20. A. A. — Le prince de Piémont, qui arriva ici à bord du destroyer Baleno, passa la journée d'hier en compagnie de M. Goering. Celui-ci a décidé de remettre son départ à vendredi. On croit qu'il aura une nouvelle entrevue avec M. Mussolini avant de rentrer en Allemagne.

Un accord culturel italo-nippon

Tokio, 19. — Un accord culturel italo-nippon a été signé. A cette occasion, on a constitué à Tokio un comité pour le développement des relations culturelles italo-japonaises.

Le bi-centenaire de Stradivari

Cremona, 19. — De mai à octobre prochain, sous la présidence de M. Mussolini, on commémorera le bi-centenaire du célèbre luthier de Crémone, Antonio Stradivari.

nomie administrative et culturelle. La contrée sera démilitarisée et la Turquie pourra tirer profit du port d'Iskenderun.

La France s'engage, d'ores et déjà, à accepter les décisions qui seront prises par la Société des Nations.

Par contre, M. Blum considérerait que la proposition de la Turquie en ce qui concerne l'établissement d'une confédération n'est pas pratiquement réalisable. C'est pourquoi d'ailleurs, il a fait les suggestions mentionnées plus haut et il demeure convaincu qu'il est préférable d'arriver à une entente sur ces bases plutôt que de sacrifier l'amitié turco-française.

Le problème de la distribution des matières premières

Genève, 19. — L'imminente session du conseil de la S. D. N. examinera le problème de la distribution des matières premières. On sait que les nations qui ne font pas partie de la Ligue seront invitées à se faire représenter dans le comité ad hoc. Les Etats-Unis et le Japon ont déjà donné leur adhésion de principe et ont annoncé l'envoi de leurs délégations.

La Grèce évolue vers l'organisation corporative

Athènes, 20. A. A. — Dans un discours qu'il prononça, au milieu de vives ovations, au banquet offert en son honneur par la fédération des artisans professionnels, le président, M. Metaxas, dit notamment :

« Les personnes qui n'offrent aucun travail utile à la nation ne peuvent pas prétendre représenter le peuple. A l'avenir, la représentation nationale sera constituée par les représentants des classes laborieuses appartenant à ces classes et qui seront élus par elles. Nous nous acheminons vers cette représentation corporative lentement et avec prudence, car il faut avant tout préparer et organiser. En attendant, nous collaborons tous à élargir les plaies de la Grèce. »

Concessions pétrolières en Iran

Téhéran, 20. A. A. — M. Davar, ministre des Finances, déposa au Parlement un projet de loi sur la concession pétrolière à une compagnie américaine et l'autorisation de construire une pipeline à une autre compagnie, également américaine.

La stabilisation du dollar

Washington, 20. A. A. — Le Sénat a voté unanimement le projet de loi prorogant jusqu'au 30 juin 1939 les pouvoirs du président de changer la valeur du dollar et l'importance du fonds de stabilisation.

Le budget français

Paris, 20. A. A. — Les rendements des impôts du budget général ont été en décembre 1936 de 3,680 millions de francs.

L'abolition de la légation de Turquie à Addis-Abeba

Notre gouvernement se réserve d'y créer ultérieurement un consulat

Ankara, 19. A. A. — Communiqué : Au mois d'août 1936, le gouvernement turc avait accordé un congé à son chargé d'affaires à Addis-Abeba et prié le gouvernement italien de bien vouloir assumer la protection des ressortissants turcs en Ethiopie. Il vient de faire officiellement part au gouvernement italien qu'en se réservant de créer au besoin un consulat à Addis-Abeba, il a décidé de supprimer définitivement sa légation en cette ville et de prier le gouvernement italien de vouloir bien continuer à assumer la protection des ressortissants turcs.

Les périodes de service des officiers de réserve

A l'exception des citoyens exerçant une profession libérale, de ceux qui viennent de faire leur service militaire et des fonctionnaires du ministère des affaires étrangères se trouvant à l'étranger, tous les officiers de réserve d'artillerie et des services d'information des classes 313-326 sont appelés sous les armes, pour une période de 54 jours. Il n'y a pour le moment pas de décision pour les autres classes.

Le problème de la Radio

Le gouvernement y attache l'importance qu'il mérite

Ankara, 19. A. A. — Le groupe parlementaire du P. P. s'est réuni dans l'après-midi d'aujourd'hui sous la présidence du Dr. Cemal Tunca, député d'Antalya.

M. Refik Ince, député de Manisa, prenant ensuite la parole, insista sur l'importance de la T. S. F. et demanda quand le gouvernement compte soumettre à l'examen du Kamutay les projets de loi sur la radio et sur la création des sous-secrétariats politiques.

Répondant à cette interpellation, le ministre des Travaux Publics, M. Ali Cetinkaya, annonça que la Turquie sera dotée, dans un avenir très prochain d'une station de T. S. F. puissante.

Le président du conseil, M. Ismet Inönü, succédant à la tribune au ministre des Travaux Publics, exprima sa profonde satisfaction de l'intérêt témoigné par les camarades du Parti à la radio et, après avoir souligné l'importance que revêt cette nouvelle invention pour les nations, déclara que le gouvernement place cette question parmi les plus importantes de ses préoccupations. Il ajouta que le pays sera doté de quelques stations dont l'une sera construite à Ankara ; de cette façon, la radio pénétrera jusqu'à la cabane du paysan. M. Ismet Inönü termine ses déclarations à ce propos en disant que le gouvernement fera ensuite son possible pour créer dans le pays l'industrie de la fabrication des appareils radiophoniques et pour rendre l'acquisition de ceux-ci accessible à toutes les bourses, les droits de douane sur les appareils et accessoires seront réduits.

Quant à la question de la création de sous-secrétariats politiques, dit le président du conseil, un projet de loi relatif est déjà élaboré par une commission spéciale qui est présidée par le vice-président du groupe, M. Hasan Sakka ; ce projet sera soumis, dans une semaine environ, à l'examen du groupe.

La mort de l'hôtel «Grande-Bretagne»

L'enquête au sujet des circonstances du décès de Mme Violanti, la nonagénaire qui est morte à l'hôtel «Grande-Bretagne», après deux mois de maladie, a sensiblement progressé. L'hypothèse d'un meurtre de la part de certains parents de la défunte n'a pas été confirmée. La mort a été naturelle. Toutefois, la Morgue n'ayant pas encore remis son rapport, il faudra attendre encore un ou deux jours pour connaître la décision définitive à ce propos.

La situation à Danzig

Genève, 20. A. A. — Le secrétariat de la S. D. N. publie le rapport du haut-commissaire de Danzig, M. Lester, pour l'année écoulée.

Lester se réfère à la résolution du conseil de la S. D. N. du 5 octobre et il souligne que depuis cette date certains événements ont eu lieu à Danzig, événements dont il ne veut pas citer les détails.

Le pessimisme règne au sein du comité de non-intervention à Londres

On redoute que l'U. R. S. S. ne reprenne sa liberté d'action

Londres, 20. A. A. — Les observateurs du comité de non-intervention sont très pessimistes. Ils craignent que l'U. R. S. S. ne reprenne son entière liberté d'action, car les événements d'hier ont diminué les espoirs de voir la non-intervention aboutir à un résultat pratique : 1. — Un examen approfondi de la réponse soviétique et des récentes informations émanant de Rome et de Berlin amèneront les cercles diplomatiques à la croyance que Rome et Berlin trouveront probablement dans le texte de la réponse soviétique plusieurs prétextes à temporiser ; 2. — L'Italie, probablement, soulèvera de fortes objections contre la décision du gouvernement de Valence de neutraliser les volontaires étrangers ; 3. — Les délégués du comité de non-intervention ne savent pas comment se dégager de l'impasse dans laquelle ils s'engageront au sujet de la question de la « neutralisation » de l'or déposé à l'étranger par la Banque d'Espagne. On sait que le délégué soviétique refusa définitivement de discuter cette question.

Les observateurs politiques sont unanimes à considérer le plan de contrôle du territoire espagnol comme définitivement éliminé, à la suite des réponses de Burgos et de Valence qui parvinrent hier à Londres. Seul un plan de contrôle extérieur est considéré comme possible. Toutefois, son application dépend de facteurs politiques et techniques : Politiquement, il dépend : 1. — Des réponses de Rome et de Berlin à la communication britannique du 10 courant demandant l'interdiction des départs de volontaires ; 2. — Du règlement de la question de la neutralisation de l'or espagnol déposé à l'étranger. Techniquement, il dépend de l'acceptation par la France et le Portugal de contrôleurs qui seront chargés de surveiller les gares de chemins de fer les plus proches de l'Espagne et toutes les routes conduisant en Espagne.

Le point de vue de l'Italie et de l'Allemagne

Rome, 19. — Le Giornale d'Italia constate que la présence du général Goering à Rome a provoqué dans la presse européenne beaucoup de commentaires et d'hypothèses concernant sa signification politique. Les anticipations au sujet de nouvelles qui ne se réaliseront pas et l'annonce de résolutions auxquelles on n'a jamais songé n'ont pas manqué.

« Or, continue le journal, il n'y a plus rien à définir entre Rome et Berlin. Comme l'a dit le «Duce» à l'envoyé spécial du «Völkischer Beobachter», l'axe Berlin-Rome demeure le fait directeur de la politique italienne avec lequel s'harmonisent, sans s'y opposer, les autres accords conclus par l'Italie, tel celui de la Méditerranée. »

Parmi les problèmes européens examinés à l'occasion des entretiens du général Goering, il y a indubitablement celui de l'Espagne.

TOUTES LES RUMEURS AU SUJET D'UNE RESURRECTION DES ACCORDS OU OCCIDENTAUX DE LOCARNO OU DU PACTE A QUATRE NE PEUVENT AVOIR AUCUNE VALEUR D'ACTUALITE TANT QUE L'AFFAIRE D'ESPAGNE NE SERA PAS COMPLETEMENT ECLAIRCIE.

Le journal conclut en ces termes : Il ne reste plus aujourd'hui qu'à évoquer les trois principes de la politique italo-allemande en face des événements espagnols :

1° Une opposition résolue à toute imposition du régime communiste à l'Espagne par l'étranger, qui troublerait le statu-quo méditerranéen ; 2° La volonté d'isoler la guerre civile espagnole en la libérant de toute intervention étrangère ; 3° La prompt collaboration à toute initiative prise de bonne foi en vue d'assurer une neutralité authentique de la part des autres pays d'Europe. »

Un commentaire de la «Tribuna»

Rome, 19. — Commentant les notes soviétique et française en réponse aux propositions anglaises concernant la question des volontaires, la «Tribuna» relève que la réponse soviétique ne fait pas allusion à la forme de l'intervention indirecte constituant l'unique sujet essentiel du débat.

bat. Alors que la note russe se préoccupe de la surveillance des voies d'accès en Espagne, par voie de mer, elle ne parle pas des voies terrestres d'où les renforts et l'aide continuent à affluer en faveur des rouges. Il aurait été absurde et naïf de s'attendre à un autre langage de la part de la Russie bolchévique.

La réponse française, avec beaucoup de réserves, contient une adhésion de principe et rappelle que toute mesure serait inefficace sans un système complet de contrôle. La «Tribuna» ajoute qu'il est nécessaire que la France regarde autour d'elle, étant donné qu'hier encore, dans une conférence internationale des éléments subversifs, M. Jouhaux a discuté la possibilité de secourir plus amplement les communistes espagnols. Si l'application du contrôle rencontrera des difficultés, ce sera précisément en France.

Le but des révolutionnaires espagnols

Berlin, 19. — Le correspondant du D. N. B. à Salamanque, affirme que le ministre des affaires étrangères de Valence, M. Delgado, dans un discours qu'il a prononcé à la radio, a admis que le but des révolutionnaires rouges à Valence est de créer une République soviétique en Espagne.

La guerre civile espagnole Les opérations en cours

Le calme continue à régner sur le front de Madrid. Le correspondant de l'Agence Havas fit avant-hier une courte visite au front du Sud de la capitale où, en certains endroits, les tranchées républicaines sont à une distance de trente mètres seulement des tranchées rebelles. Il déclare avoir été vivement impressionné par le «splendeur» moral des républicains et par la discipline «rigide» qui règne dans leurs rangs.

« Nous sommes impatients de partir à l'attaque, lui déclara un des officiers, mais nous devons obéir aux ordres. Soyez sûrs que nous attaquerons bientôt. »

Un communiqué officiel annonce que sur le front du Sud, les troupes nationalistes continuent à inventurer l'important matériel de guerre abandonné par les miliciens dans le secteur de Marbella. Des témoins oculaires rapportent que les dirigeants de Malaga quittent la ville dans la direction d'Almería.

Les forces navales nationalistes continuent leur vigilante croisière sur tout le littoral espagnol de l'Océan et de la Méditerranée.

Le vapeur «Cabo Sillero», affrété par les gouvernementaux, et qui avait quitté le port de Plymouth samedi, avec un chargement de vivres, pour tâcher de forcer le blocus, est rentré au port de Saint-Nazaire pour échapper à la poursuite des forces nationalistes.

Après le discours de M. Eden

Londres, 20. A. A. — Aucun vote n'intervint à l'issue du débat d'hier à la Chambre des Communes sur les affaires extérieures.

Le Daily Telegraph, commentant le discours de M. Eden, écrit : « M. Hitler parla plusieurs fois de son désir d'apporter une contribution à la cause de la paix. Hier soir, une invitation claire a été lancée en vue d'une coopération internationale. »

De son côté, le Daily Herald déclare que les derniers passages du discours de M. Eden constituaient tout d'abord une offre adressée à l'Allemagne et un aversissement.

Ce journal ajoute : « Si l'on reste encore quelque peu de sage à Berlin, rien ne devrait être dédaigné. »

Le Daily Mail est d'avis que M. Eden devrait aussi exhorter Moscou.

Le duc de Gloucester aidera le roi George dans l'exercice de ses fonctions

Londres, 20. A. A. — On annonce officiellement que le duc de Gloucester renoncera à poursuivre sa carrière dans l'armée afin d'aider le roi George dans l'exercice de ses fonctions.

LA PRESSE TURQUE DE CE MATIN

Les derniers jours d'épreuve de l'amitié turco-française

Au moment où le conseil de la S. D. N. est à la veille d'aborder la question du "sancak", M. Yumus Nadi rappelle dans le "Cumhuriyet" et "La République" les agissements des agents coloniaux français. Et il ajoute :

« La question devient très simple si la France métropolitaine examine la situation en dehors de l'influence des agents coloniaux : il ne s'agit plus que de fixer le régime spécial à appliquer aux Turcs de la région Iskenderun-Antakya, régime qui s'inspirera des droits raciaux et nationaux de la population et qui se trouvent être déjà reconnus par la France. A notre sens, ce régime doit accorder au Hatay une indépendance au moins égale à celle qu'il est question de reconnaître au Liban et à la Syrie. Mais la France n'agit pas ainsi ; elle veut se contenter de la remise du Hatay à la Syrie comme s'il s'agissait d'un simple "sancak". Or, nous prétendons que la France ne peut, non seulement transférer le "sancak" tel qu'il est, mais même passer au compte d'une tierce puissance, sans notre consentement, ses engagements au sujet du Hatay.

Quoi de plus naturel que de reconnaître dans une large mesure capable de satisfaire toutes les consciences, les droits nationaux et raciaux garantis au Hatay, du moment qu'il n'est nullement question d'annexer cette région à la Turquie ? Voilà justement ce que nous n'arrivons pas à comprendre malgré toute notre bonne volonté, et voilà le différend dont les ultimes chances d'aplanissement seront discutées, une dernière fois, avec la France, à Genève.

La France a voulu considérer le problème comme une question d'ordre juridique consistant dans l'interprétation d'un traité. Mais elle se trompe. La question a, peut-être, un caractère plutôt politique que juridique. Il ne s'agit pas d'une affaire de l'envergure de l'achat ou de la vente d'une ferme. Nous voulons établir le statut politique d'une contrée où les pierres même portent l'empreinte des droits nationaux et raciaux turcs.

Voici, sur le même sujet, les conclusions d'un article de M. Nizamettin Nazif, dans l'"Akit Soz" :

« Quelques agents de la France coloniale, continuent encore à mener leurs intrigues au "sancak". Il se pourrait encore que quelques professionnels du Quai d'Orsay dans l'ambition de faire carrière, continuent sournoisement à faire pression sur les observateurs neutres ainsi que sur les ministères des affaires étrangères des Etats membres de la Société des Nations.

Le peuple français veut que la question du Hatay reçoive une solution sans que le prestige national en soit atteint. Voilà pourquoi, le Dr. Aras, cette fois-ci, s'en va, sous les conditions totalement différentes, dans un tout autre milieu, avec d'autres pouvoirs. Il faut croire que cette atmosphère est plus favorable pour une solution heureuse de la question du Hatay, que celle d'il y a un mois.

Nos relations commerciales avec l'Allemagne

M. Ahmet Emin Yalman étudie longuement dans le "Tan" de ce matin nos rapports économiques avec l'Allemagne :

« Il y a un terrain favorable pour l'établissement et le développement entre l'Allemagne et nous, de vastes relations économiques. Elle a besoin de s'assurer des matières premières sans dépenser des devises ; nous avons besoin de produits manufacturés et nous avons certainement avantage à nous les

assurer sans exporter de devises. Mais pour que nos relations réciproques puissent se développer normalement, il faut que les deux parties soient pleinement satisfaites.

... Il y a surtout six points qui donnent à réfléchir aux pays qui entretiennent des relations commerciales avec l'Allemagne, sur base du système de la compensation :

1. — La vente de certains produits au-dessus des prix du marché mondial est cause de ce que le pays perd ses anciens débouchés ;

2. — En réalité, la cherté des prix n'est qu'apparente. Car les prix élevés des articles importés par l'Allemagne, tant dans les achats du gouvernement que dans les ventes sur la place, représentent un total qui est plusieurs fois supérieur à la différence des prix de certains articles d'exportation. Tandis que dès que les prix sont bas, il est possible d'obtenir pour tous les produits des clients qui payent en devises ;

3. — Au lieu d'utiliser elle-même toutes les matières premières, qu'elle obtient en réalité à très bon compte en achetant en bloc et sans concurrents, l'Allemagne en revend une partie aux pays qui payent en devises. Et elle profite ainsi d'une partie des devises qui auraient dû entrer dans le pays ;

4. — L'Allemagne procédant à des achats supérieurs à ses ventes, l'argent déposé en contrepartie dans ses banques suivant les méthodes de clearing, s'y accumule. Et cet argent, qui constitue une valeur à part, demeure ainsi en Allemagne, sans avoir à payer un intérêt ;

5. — Comme il n'est pas possible d'évaluer combien, en réalité, on paye à des prix supérieurs à ceux du marché mondial, les articles que l'on obtient de l'Allemagne par voie de compensation, le public se trouve en proie à un sentiment permanent d'incertitude et d'inquiétude ;

6. — L'Allemagne fait des difficultés pour vendre par voie de clearing les articles qu'elle sait pouvoir écouler facilement contre des devises.

Nos voisins étudient aussi toutes ces questions. Et ils ont trouvé deux voies pour éviter de payer au prix fort les articles d'Allemagne.

L'une des solutions est celle adoptée par la Yougoslavie et la Roumanie. Elle repose sur la méthode suivante : Les marks obtenus en Allemagne en échange des exportations, sont vendus sur le marché libre de Belgrade et de Bucarest. Un prix de bourse se constitue alors au sujet de ces marks, qui est fonction du marché mondial, des prix des produits allemands, et de la loi de l'offre et de la demande. Il arrive parfois que les prix du mark sur les marchés de Belgrade et de Bucarest soient de 25 % inférieurs à ceux du marché mondial. Il s'établit ainsi un équilibre des prix entre les importations et les exportations et la situation réelle peut être à tout moment contrôlée.

Il serait difficile d'appliquer cette méthode en notre pays. Car un négociant qui vend sa marchandise veut savoir exactement combien il réalisera en monnaie du pays. Pour comprendre le prix sur la place des marks qu'il recevra, il faut qu'il se livre à une sorte de spéculation, ce qui n'est conforme ni à la situation du capital de notre place, ni à son organisation, ni à la mentalité dominante.

La seconde méthode, qui est celle appliquée par la Grèce et la Bulgarie, consiste à établir une valeur conventionnelle pour le mark. Cette valeur étant inférieure à la valeur théorique du mark, cela équivaut à une sorte d'escompte sur les produits que l'on importe d'Allemagne et l'on évite ainsi le danger de les payer au-dessus de leur prix. La différence se trouverait concentrée entre les mains du gouvernement qui pourrait la distribuer sous forme de prime aux branches d'exploita-

tion qui en ont besoin.

Le soleil au lieu de charbon

Les statistiques démontrent que les réserves de charbon de l'univers sont limitées. Le jour est relativement proche où elles seront épuisées. Aussi, note M. Asim Us dans le "Kurun", on se préoccupe déjà des mesures à prendre pour remplacer le charbon quand on n'en aura plus :

« On a songé à utiliser l'énergie cosmique, le foyer de chaleur qui se trouve au centre de la terre. Mais ceci est plutôt une utopie. Le moyen le plus pratique est d'utiliser la chaleur du soleil. Récemment, les journaux européens ont parlé d'une tentative faite en Tripolitaine par le maréchal Balbo : un moteur a été actionné avec la chaleur du soleil. L'inventeur en est un ingénieur milanais, Andrea Gasparini. Le nouveau moteur sera utilisé surtout dans les entreprises agricoles et assurément de considérables économies.

... Le temps nous dira quelle est la valeur pratique de cette nouvelle méthode.

TURAN

Le premier geste du matin...

Le dernier geste du soir...

PERLODENT

dentifrice

LA VIE SPORTIVE

Un championnat international

Stockholm, 19. — Sous la présidence honoraire du roi de Suède, le championnat international des échecs aura lieu à Stockholm du 31 juillet au 19 août. 125 joueurs représentant 25 nations y participeront.

vous colère, vous avez laissé percer des sentiments qui seraient une gêne entre nous.

— J'ai été fou... Je ne savais pas ce que je disais... Il faut rester et oublier ce que j'ai dit dans mon emportement.

— Je suis persuadé au contraire que je dois partir, répliqua Norbert tristement. Quoi que nous voulions, à présent, nous garderons le souvenir de cette scène... de votre révolte... de ma colère...

— C'est parce que je suis indocile et que je vous résiste que vous voulez partir... à cause de cette gifle dites-le franchement.

— Je ne vous accuse pas d'insubordination, Frédéric... C'est moi qui, tout simplement, n'ai pas su me faire aimer et obéir de vous j'étais jeune dans le métier de précepteur. Je n'avais que ma bonne volonté et ma sincérité à vous offrir. Ce doit être de ma faute si je n'ai su que servir de cible à vos railleries ou si j'ai heurté votre désir d'indépendance...

Le ton d'amertume dont usait Norbert semblait flageller l'adolescent.

— Vous ne savez pas... Vous ne pouvez pas comprendre ! s'écria-t-il, l'air égaré. Je suis un malheureux dont tout le monde se moque et qui souffre atrocement de la situation qui lui est faite chez lui. Je n'ai que mon persiflage comme cuirasse. C'est en égratignant les autres que je me défends contre les coups de dents qu'ils voudraient me

BANKASI



Vie économique et financière

(Suite de la 3ème page)

sous le contrôle du ministère de l'Agriculture, et l'autre, sous celui de l'E. N. Le consortium du café, qui a été organisé en vue de réfréner la concurrence, et qui veille aussi à ce que les importateurs fassent entrer leurs produits à des époques fixes, empêche aussi, l'accumulation sur place, de quantités importantes de café.

De ce fait, depuis le mois de mai, jusqu'à la fin de ce mois, il y a sur les prix une hausse de 75 pour cent.

Il se dit aussi, sur le marché, qu'il y a peu de probabilité que les prix baissent.

Les prix en gros varient entre 109 et 110 ptes. cif.

Les détaillants mélangent le café et il devient de plus en plus difficile de se procurer du café pur.

Les prix du tilleul haussent

Il y a une hausse assez importante sur le tilleul, qui se vendait, en gros, à 80-90 ptes., avant 15 jours, et qui, maintenant, est à 130 ptes.

Les exportations de bétail par la Roumanie

Il a été communiqué qu'on devra dorénavant, expédier un certificat d'origine pour chaque wagon transportant du bétail et exporté par voie de Roumanie, et ceci, pour empêcher les retards se produisant en Roumanie du fait du contrôle.

ETRANGER

Turin-Milan en moins de 90 minutes

Turin, 19. — Le voyage inaugural du train rapide, Turin-Venise fut accompli avec une « Littorina Fiat ». La nouvelle voiture réalisa le parcours Turin-Milan en 1 heure 25 m.

L'Iri Mare

Trieste, 19. — En présence de S. A. R. le duc d'Aoste et du ministre des corporations, on a inauguré hier dans la zone industrielle de Trieste, la raffinerie d'huiles minérales Aquila, qui sera la plus puissante de la Méditerranée et l'une des plus importantes au monde.

La raffinerie Trieste de

Rome, 19. — L'Institut de la reconstruction nationale informe que la souscription pour l'emprunt Iri Mare a été close, comme il avait été annoncé samedi, 16 courant. L'emprunt a été entièrement couvert et le nombre des souscriptions s'est élevé à 24.000.

donner.

De chagrin, ses mains se tordaient nerveusement.

— Non, ne me quittez pas, mon maître ! supplia-t-il. J'en mourrais de chagrin... Tenez, si vous l'exigez, je vais me mettre à genoux et vous demander pardon... ce que je n'ai jamais fait... même devant mon père !...

— Pourquoi le feriez-vous devant moi, mon enfant ? Je n'ai jamais souhaité votre humiliation.

— Ah ! pour que vous me pardonniez et que vous ne partiez pas, que ne faisiez-vous, monsieur !

Norbert restait indécis, le regard rivé sur celui de l'enfant qui tremblait maintenant de tout son corps.

— Vous désirez réellement que je reste, Frédéric ?

— Oh ! oui, monsieur.

— Et ce n'est pas par crainte de votre père, que vous formulez ce souhait ?

— De quoi aurais-je peur ? Je vous sais assez généreux pour ne pas m'accabler avant de vous éloigner. Ne venez-vous pas, d'ailleurs, de dire vous motiverez une lettre de chez vous justifiant votre départ ?...

— Donc, là n'est pas la raison qui vous fait désirer que je demeure ici.

— Oh ! non, bien certainement !

— Alors quelle est-elle ?

L'autre rougit et haussa les épaules. Puis, les yeux à terre, avec effort, il essaya de fournir une explication.

La question du Grand Rabbijn de Turquie

(Suite de la 2ème page)

et tous les autres centres juifs.

Souhaitons aussi que les faits concrets que nous venons d'énumérer servent d'exemple, de stimulant à ceux qui ont conscience du passé glorieux du judaïsme turc.

Il dépend de nous et de notre volonté de tirer notre communauté de son état apathique.

Le conseil laïc, il faut lui rendre cette justice, déploie en ce moment, des efforts louables pour assainir ses finances ; ils lui permettront, en peu de temps, de mettre à exécution cette partie essentielle de son programme qui consiste à doter le judaïsme turc d'un grand rabbin digne de notre communauté et de notre pays.

Aidons-le dans cette tâche, en répondant favorablement à sa demande.

C'est maintenant ou jamais, le moment de montrer, ainsi l'intérêt qui nous lie à nos institutions et le désir qui nous anime de voir renaitre la judaïsme de notre pays.

AVI MAH.

Vers la réforme constitutionnelle aux Etats-Unis

La Cour suprême. — Le mandat présidentiel

Washington, 19. — Le sénateur Minto assure que M. Roosevelt convoquera une conférence des leaders des deux Chambres pour étudier un amendement à la Constitution, amendement qui limitera les pouvoirs de la Cour Suprême et surtout des cours secondaires lesquelles annulent souvent les lois approuvées par le Congrès. La proposition de rendre nécessaire la majorité de sept sur neuf juges à la Cour Suprême pour invalider une loi approuvée par le Congrès trouve de nombreux partisans.

Le sénateur Burke, appuyé de plusieurs de ses collègues, lança une proposition tendant à prolonger de deux ans, soit six ans en tout, le mandat présidentiel et défendant la réélection. Cette proposition poursuit le but d'éviter l'asservissement et la pression électorales au président désirant être réélu.

Falsificateurs

Boston, 19. — Les autorités fédérales découvrent une association de falsificateurs d'huile d'olive ayant gagné environ dix millions de dollars par an. Les falsificateurs mélangeaient de l'huile végétale avec de l'huile d'olive.

LA BOURSE

Istanbul 19 Janvier 1937

(Cours informatifs)

Obl. Empr. intérieur 5 % 1918	96,75
Obl. Empr. intérieur 5 % 1933 (Ergani)	91,75
Bons du Trésor 5 % 1932	96,75
Bons du Trésor 2 % 1932	96,75
Obl. Dette Turque 7 1/2 % 1933 1ère tranche	92,50
Obl. Dette Turque 7 1/2 % 1933 2e tranche	91,50
Obl. Dette Turque 7 1/2 % 1933 3e tranche	91,50
Obl. Chem. de Fer d'Anatolie I ex coup.	96,50
Obl. Chem. de Fer d'Anatolie II ex coup.	96,50
Obl. Chem. de Fer d'Anatolie III ex coup.	96,50
Obl. Chem. de Fer Sivas-Erzurum 7 % 1934	100,00
Obl. Bons représentatifs Anatolie	98,00
Obl. Quais, docks et Entreposés d'Istanbul 4 %	100,00
Obl. Crédit Foncier Egyptien 3 % 1903	100,00
Obl. Crédit Foncier Egyptien 3 % 1911	98,00
Act. Banque Centrale	100,00
Act. Banque d'Affaires	100,00
Act. Chemin de Fer d'Anatolie 60 %	100,00
Act. Tabacs Turcs (en liquidation)	100,00
Act. Sté. d'Assurances Glés d'Istanbul	100,00
Act. Eaux d'Istanbul (en liquidation)	100,00
Act. Tramways d'Istanbul	100,00
Act. Bras. Réunies Bomonti-Nectar	100,00
Act. Ciments Arslan - Eski-Hissar	100,00
Act. Minoterie « Union »	100,00
Act. Téléphones d'Istanbul	100,00
Act. Minoterie d'Orient	100,00

CHEQUES

	Ouverture	Clos
Londres	620,50	620,50
New-York	0,79,07	0,79,07
Paris	16,93	16,93
Milan	15,02,10	15,02,10
Bruxelles	4,69	4,69
Athènes	88,085	88,085
Genève	8,44,40	8,44,40
Sofia	64,41,25	64,41,25
Amsterdam	1,44,40	1,44,40
Prague	22,695	22,695
Vienne	4,28,87	4,28,87
Madrid	7,57,64	7,57,64
Berlin	1,99,50	1,99,50
Varsovie	4,18,87	4,18,87
Budapest	4,38,80	4,38,80
Bucarest	108,06	108,06
Belgrade	84,80	84,80
Yokohama	2,75,46	2,75,46
Stockholm	8,12,82	8,12,82
Moscou	25,10	25,10
Or	1040	1040
Mecidiya	—	—
Bank-note	243	243

BOURSE DE LONDRES

Lire	98,00
Fr. Fr.	100,00
Doll.	4,90,00

Les Bourses étrangères

Clôture du 19 Janvier

BOURSE DE LONDRES

New-York	4,90,93	4,90,93
Paris	105,13	105,13
Berlin	12,20	12,20
Amsterdam	8,965	8,965
Bruxelles	29,12,75	29,12,75
Milan	93,28	93,28
Genève	21,88,75	21,88,75
Athènes	547	547

BOURSE DE NEW-YORK

Londres	4,90,96	4,90,96
Berlin	40,23	40,23
Paris	4,66,93	4,66,93
Amsterdam	54,76	54,76
Milan	5,26,25	5,26,25

15h.47 (clô. off.) 18 h. après clôture

FEUILLETON DU BEYOGLU No 21

L'ETRANGE PETIT COMTE

(L'ETRANGE FILS DU COMTE D'USKOW)

Par MAX DUVEUZIT

Doucement, il le prenait par les épaules et le redressait.

Ses mains vigoureuses palpaient, à travers la laine du chandail, une chair douce et frissonnante qui, de nouveau, mit de la surprise en lui...

Cette fois, le front de Norbert se plissa sous une méditation assez singulière et, comme Frédéric se redressait, le visage humide de pleurs, l'homme se pencha vers les grands yeux sombres, cherchant à lire au fond de leurs prunelles ténébreuses on ne sait quelle vérité inconcevable...

Un instant, le regard du maître et de l'élève s'amalgamèrent...

Quel choc étrange jaillit alors entre eux ?

Chantal en eut la gorge semée, pendant qu'avec une gêne confuse, Frédéric détournait la tête, cachant sa face

mouillé de pleurs sous son mouchoir en tesson.

Perplexe, Norbert dut faire effort pour demeurer calme : son élève lui apparaissait comme un être étrange... un inconnu... un phénomène !

— Essayez vos yeux, Frédéric, et que ce soit fini, dit-il. Tout à l'heure, vous vous laverez le visage afin que votre père ne voie pas la trace de vos larmes et, comme je ne désire pas que vous soyez puni à cause de moi, je ne parlerai pas de ce dernier incident au comte...

Je lui dirai tout simplement qu'une lettre me rappelle dans ma famille.

En parlant, il essayait d'entraîner Frédéric vers le château, mais celui-ci se dégagea :

— Vous avez dit tout à l'heure, monsieur Chantal, que vous alliez partir ?... C'est mieux, il me semble ! Dans

derniers mots.

— Pour me faire plaisir ?

— Oui, oui ! Je l'ai dit, pour me faire plaisir.

— J'ai votre parole ?

— Vous l'avez.

— Cependant, pour être bien certain que la tentation de recommencer ne vous reprendra plus, convenons qu'il semble que je demanderai à votre père de barrer, des deux côtés, cette mauvaise route.

— Si cela doit vous rassurer, monsieur, en à mon père... mais ma promesse suffisait, je vous assure.

— Je serai plus tranquille, je vous l'avoue, si cette route est coupée.

— Alors, faites à votre idée.

— Nous sommes bien d'accord ?

— Oh ! oui, absolument.

— Alors, qu'il en soit comme vous le désirez, je resterai !

— Ah ! merci !

— Et maintenant, oublions tout ce que vous m'avez dit, et faisons correction que vous avez faite. Les yeux de Frédéric s'emplirent de larmes.

Sahibi : G. PRIMI

Umumi Nesriyat Müdürü

Dr. Abdül Vehab BERKEN

M. BABOK, Basmevi, Galata

Sen-Piver Han — Telefon 43465